

Brochure n° 3312

**Convention collective nationale**

IDCC : 2316. – **CENTRES DE GESTION  
AGRÉÉS ET HABILITÉS**

---

**ACCORD DU 13 DÉCEMBRE 2007  
RELATIF AU CONGÉ D'ACCOMPAGNEMENT  
D'UNE PERSONNE EN FIN DE VIE**

NOR : *ASET0850103M*

IDCC : *2316*

---

**Article 1<sup>er</sup>**

*Objet de l'avenant*

En application des articles 114 et 725 de la convention collective des centres de gestion agréés et habilités du 28 février 2003, les parties signataires de ladite convention décident de modifier les dispositions suivantes relatives au congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie et à l'action sociale.

**Article 2**

*Modification de l'article 452*

Les dispositions suivantes annulent et remplacent les dispositions initiales de l'article 452.

**Article 452**

*Congé de solidarité familiale*

En application des articles L. 225-15 et suivants du code du travail, tout salarié dont un ascendant, descendant ou une personne partageant son domicile souffre d'une pathologie mettant en jeu le pronostic vital a le droit de bénéficier d'un congé non rémunéré de solidarité familiale.

Le salarié doit informer l'employeur au moins 15 jours avant le début du congé, par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise en main propre contre décharge, de sa volonté de bénéficier du congé, accompagnée d'un certificat médical attestant que la personne assistée souffre effectivement de la pathologie susmentionnée.

En cas d'urgence absolue médicalement constatée, le congé peut débiter à la date d'information de l'employeur.

Ce congé a une durée maximale de 3 mois, renouvelable une fois. Il prend fin soit à l'expiration de cette période, soit dans les 7 jours qui suivent le décès de la personne assistée.

Ce congé est pris en compte dans le calcul de l'ancienneté du salarié.

Le salarié en congé de solidarité familiale ou qui travaille à temps partiel ne peut exercer par ailleurs aucune autre activité professionnelle.

En cas de pluralité d'employeurs, la prise de congés au titre d'un des emplois ne doit pas faire obstacle à la poursuite de l'activité de l'autre emploi, dans la limite de sa durée du travail initiale.

A l'issue du congé de solidarité familiale ou de sa période à temps partiel, le salarié retrouve son emploi ou un emploi similaire assorti d'une rémunération au moins équivalente.

Le salarié conserve le bénéfice de tous les avantages qu'il avait acquis avant le début du congé.

### **Article 3**

#### *Modification de l'article 723.4 relatif à l'action sociale*

Les dispositions suivantes annulent et remplacent les dispositions initiales de l'article 723.4.

#### **Article 723.4**

##### *Action sociale*

Les participants au régime de prévoyance bénéficient, outre l'action sociale de l'institution de prévoyance URRPIMMEC, d'une action sociale conventionnelle spécifique telle que définie ci-après.

#### **Article 723.4.1**

##### *Domaines d'intervention de l'action sociale spécifique*

##### **L'entraide**

Les participants qui connaissent des difficultés de toute nature mettant en péril l'équilibre budgétaire de la famille (chômage, maladie, handicap, dépendance...) peuvent solliciter une aide en s'adressant au service social de l'URRPIMMEC.

Cette aide peut prendre la forme d'une intervention financière décidée par la commission paritaire et/ou une orientation vers les organismes habilités à prendre en charge la difficulté spécifique du participant.

La prestation de l'institution est établie en fonction de chaque situation et est susceptible d'être modifiée annuellement.

L'examen des demandes d'action sociale et l'attribution de la prestation relèvent de la commission paritaire de surveillance.

Toutefois, l'institution de prévoyance URRPIMMEC dispose, pour les cas nécessitant une intervention rapide, d'une délégation dans la limite de 1 500 € par dossier de demande d'action sociale.

#### Le congé de solidarité familiale

Lorsqu'un salarié bénéficie d'un congé de solidarité familiale, selon les conditions prévues à l'article 452 modifié de la présente convention collective, il lui sera versé, dans le cadre de l'action sociale spécifique, une indemnité équivalente au salaire net qu'il aurait perçu en activité.

#### Article 723.4.2

##### *Financement du fonds collectif d'action sociale spécifique*

Le fonds d'action sociale est financé par :

- le solde créditeur du fonds d'action sociale constaté au 31 décembre de l'exercice précédent ;
- et une cotisation fixée à un pourcentage des cotisations du régime de prévoyance :
  - personnel non cadre : 2,40 % des cotisations de la tranche A + 1,72 % des cotisations de la tranche B ;
  - personnel cadre : 2,21 % des cotisations de la tranche A + 1,53 % des cotisations de la tranche B.

#### Article 4

##### *Dépôt. – Publicité*

Les formalités administratives de dépôt et de publicité du présent avenant seront effectuées par la partie patronale dans les conditions légales.

#### Article 5

##### *Entrée en vigueur*

Les dispositions relatives au présent avenant entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Fait à Paris, le 13 décembre 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

FFCGEA.

**Syndicats de salariés :**

FIECI CFE-CGC ;

CSFV-CFTC ;

FEC-FO ;

FSE-CGT ;

F3C-CFDT.